

ODD 4 Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

MÉTADONNÉES

Cible 4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris, les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.

4.5.4 Dépenses d'éducation par élève, par niveau d'enseignement et source de financement

Définition

Financement initial total provenant de sources gouvernementales (centrales, régionales, locales), privées (ménages et autres sources privées) et internationales pour un niveau d'enseignement donné (pré-primaire, primaire, premier cycle du secondaire, deuxième cycle du secondaire, postsecondaire non supérieur et supérieur éducation) par élève inscrit à ce niveau au cours d'une année donnée. Les résultats doivent être exprimés (i) en pourcentage du PIB par habitant ; et (ii) en PPA\$ (constants). À moins qu'une ventilation supplémentaire ne soit proposée, cet indicateur prend en compte ensemble le financement des institutions publiques et privées.

But

Cet indicateur reflète le montant des ressources investies en moyenne pour un seul élève, au-delà des sources gouvernementales, afin de pouvoir calculer un coût unitaire réel. L'utilisation d'une base par élève est utile à des fins de comparaison, que ce soit entre niveaux d'éducation, dans le temps ou entre pays. Exprimer l'indicateur soit en pourcentage du PIB par habitant, soit en dollars PPA, permet également des comparaisons entre les pays, et l'utilisation de valeurs constantes lors de l'examen de séries chronologiques est nécessaire pour évaluer l'évolution des ressources réelles (en éliminant les effets de l'inflation) au fil du temps.

Méthode de calcul

Le pourcentage du financement initial total (c'est-à-dire incluant les transferts payés mais excluant les transferts reçus) provenant de sources gouvernementales (centrales, régionales, locales), privées (ménages et autres sources privées) ou internationales pour un niveau d'enseignement donné (pré-primaire, primaire, (enseignement secondaire inférieur, secondaire supérieur, enseignement postsecondaire non supérieur et enseignement supérieur) sur le nombre d'étudiants inscrits à ce niveau au cours d'une année donnée. Le résultat est divisé (i) par le PIB par habitant ; et (ii) par le facteur de conversion PPA\$.

$$XGDPpc_{n,s} = \frac{X_{n,s}}{E_n * GDPpc}$$

$$XPPPconst_{n,s} = \frac{X_{n,s}}{E_n * PPPconst}$$

où:

$XGDPpc_{n,s}$ = dépenses par élève du niveau n d'enseignement provenant de sources s de financement en pourcentage du PIB par habitant.

$XPPPconst_{n,s}$ = dépenses par élève au niveau n d'enseignement provenant de sources s de financement en PPA\$ constants.

$X_{n,s}$ = dépenses au niveau n d'éducation provenant de sources s de financement.

E_n = inscription au niveau n d'enseignement.

$GDPpc$ = PIB par habitant.

$PPPconst$ = Facteur de conversion en dollars constants PPA .

Interprétation

Financement gouvernemental : lorsqu'elle est considérée en pourcentage du PIB par habitant, une valeur plus élevée indiquerait une plus grande priorité au niveau spécifique d'éducation accordé par les autorités publiques. Lorsqu'il est considéré en PPA\$, l'indicateur peut montrer le montant « réel » des ressources investies par élève.

Financement privé/ménage : une valeur plus élevée signifierait une charge plus lourde pour les ménages, avec des implications potentielles en termes d'équité et d'accès à l'éducation.

Pour les sources internationales : une valeur plus élevée signifierait un plus grand engagement des donateurs en faveur d'un niveau d'éducation dans un pays donné, mais aussi potentiellement un plus grand degré de dépendance à l'aide des gouvernements en termes de financement de l'éducation.

Toutes sources confondues : l'indicateur montrerait la valeur réelle totale des ressources investies pour un étudiant, et donc le coût unitaire réel. Puisque l'indicateur est construit à une échelle comparable (c'est-à-dire pour un étudiant et par rapport au PIB par habitant ou en utilisant une monnaie commune), toutes ses sous-composantes peuvent être comparées à d'autres niveaux d'éducation, dans le temps ou entre pays.

Type de source de données

Données financières des ministères des finances et/ou de l'éducation (gouvernement) ; enquêtes sur les dépenses des ménages (ménages) ; les systèmes nationaux de gestion de l'aide et/ou l'IITA (international) ; autres enquêtes (autres privées); données administratives (nombre d'élèves par niveau).

Désagrégation

Par niveau d'éducation, source de financement (gouvernementale, privée, internationale), type d'établissement (public/privé), mais avec une couverture attendue plus faible pour les établissements privés. Pour les dépenses des ménages, une ventilation par richesse, localisation et sexe pourrait également être calculée, mais pas pour les sources gouvernementales et internationales.

Données requises

Données sur les dépenses des administrations centrales, régionales et locales en matière d'éducation par niveau d'enseignement et type d'établissement ; les dépenses des ménages et (idéalement) les autres dépenses privées consacrées à l'éducation, par niveau d'enseignement et type d'établissement ; dépenses internationales d'éducation par niveau d'enseignement et type d'établissement ; nombre d'étudiants inscrits par niveau d'enseignement et type d'établissement.

Les sources de données

Au niveau national, les systèmes de gestion financière des ministères des Finances et/ou des ministères de l'Éducation sont la source des dépenses publiques consacrées à l'éducation, bien que la ventilation par niveau implique souvent des estimations utilisant des données sur les élèves et/ou les enseignants par niveau. Les données sur les dépenses des niveaux inférieurs de gouvernement peuvent être centralisées ou collectées directement auprès des autorités locales.

Les dépenses des ménages en matière d'éducation sont collectées au moyen d'enquêtes sur la consommation/dépenses, bien que peu d'enquêtes ventilent les dépenses par niveau d'éducation, type d'école et/ou nature des dépenses. Les recensements scolaires de certains pays collectent également des données sur les contributions financières/en nature des ménages/étudiants.

Les dépenses des ménages consacrées à l'éducation, pour le calcul de la composante privée de l'indicateur, sont collectées au moyen d'une grande variété d'enquêtes, notamment les études de mesure des niveaux de vie (LSMS) et les enquêtes sur le budget des ménages. Ces enquêtes diffèrent par la quantité et le type d'informations qu'elles collectent – y compris la ventilation par niveau d'éducation, type d'école ou nature des dépenses – et les données sur les dépenses ne sont pas toujours comparables. Dans certains pays, les recensements scolaires collectent des données sur les contributions financières/en nature des ménages/étudiants.

Pour soutenir la collecte de données de haute qualité, l'ISU et la Banque mondiale (2018) ont publié un guide sur la conception et la mise en œuvre d'enquêtes auprès des ménages qui incluent la mesure

des dépenses d'éducation. Le guide fournit un ensemble standardisé de lignes directrices visant à favoriser l'harmonisation des données sur les dépenses d'éducation dans les enquêtes auprès des ménages et à garantir que les données collectées soient plus facilement comparables entre les enquêtes et les pays et soient suffisamment complètes tout en reconnaissant les besoins spécifiques de chaque pays.

Les données sur d'autres sources privées de financement de l'éducation (par exemple les entreprises, les ONG locales) sont rarement collectées systématiquement et nécessiteraient souvent des enquêtes supplémentaires précédées d'un important travail d'analyse, de préparation et de plaidoyer.

Les sources internationales peuvent être disponibles via les systèmes financiers gouvernementaux lorsqu'elles sont enregistrées dans le budget, et les financements internationaux hors budget peuvent parfois être disponibles via les systèmes gouvernementaux de gestion de l'aide, bien que rarement avec la ventilation nécessaire (par exemple, par niveau d'éducation). Les sources de données sur le financement international, telles que la base de données du CAD-OCDE ou l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), peuvent être utilisées en complément, mais présentent souvent des problèmes de compatibilité avec d'autres sources, telles que les registres gouvernementaux.

Assurance qualité

L'indicateur doit être calculé à partir de données complètes sur les inscriptions et les dépenses d'éducation provenant de sources gouvernementales, privées et internationales pour tous les niveaux d'éducation couverts par l'indicateur, pour tous les types d'établissements combinés, et avec des données correspondantes sur le PIB par habitant et le facteur de conversion en dollars constants de la parité des pouvoirs d'achat (PPA). L'ISU gère une base de données mondiale sur les inscriptions et les dépenses initiales totales par niveau d'enseignement, et définit les protocoles et les normes de communication des données par pays. Le Fonds monétaire international (FMI) produit et maintient des données sur le PIB par habitant et le facteur de conversion en dollars constants des PPA.

Limites et commentaires

La différence entre le « financement initial » (d'où proviennent initialement les fonds) et les « dépenses finales » (quelle entité effectue la dépense et envoie les fonds à l'école) est importante à clarifier dans ce type d'indicateur. Par exemple, lorsque les donateurs internationaux transfèrent des fonds au budget du ministère de l'Éducation sans les réserver à des activités spécifiques (comme par le biais d'un soutien budgétaire sectoriel), les dépenses sont effectuées par le gouvernement, mais le financement provient de sources internationales. Même chose avec une bourse : le bailleur de fonds initial est le gouvernement et le dépensier final est le ménage. Soit deux séries d'indicateurs devraient finalement être produites (ce qui pourrait prêter à confusion pour les utilisateurs), soit un choix devrait être fait quant à la perspective qui sera présentée. L'option présentée ici (et qui doit être discutée et validée) consiste à calculer l'indicateur sur la base du financement initial car a) C'est sans doute plus intuitif : si nous disons « par source de financement », les gens s'attendent à voir qui a payé et b) Cela serait mieux aligné sur la méthodologie des comptes nationaux de l'éducation. Notez que

si nous optons pour cette option, nous souhaiterions peut-être changer le nom de l'indicateur en quelque chose comme « Financement de l'éducation par élève, par niveau d'éducation et source ».

La partie de cet indicateur axée sur les dépenses publiques est déjà disponible pour un grand nombre de pays, mais pas toujours avec régularité. La formule devrait également être légèrement modifiée si nous voulons utiliser le financement initial.

Pour les sources privées et internationales, la disponibilité des données est nettement inférieure, de sorte qu'il faudra plusieurs années et des investissements importants pour porter la couverture à un niveau acceptable. À moyen terme, les dépenses « privées » devront peut-être être limitées aux seuls ménages (et seulement pour quelques pays), et les sources internationales à celles inscrites dans les budgets gouvernementaux.

Le manque de données sur les sources des ménages est particulièrement important à prendre en compte lorsqu'on examine les dépenses dans les établissements privés, où les frais ont tendance à être beaucoup plus élevés.

Les références

Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et Banque mondiale (2018). *Mesurer les dépenses d'éducation des ménages : un guide pour la conception de questionnaires d'enquête auprès des ménages*. Washington, DC : Banque mondiale. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000366764>.